



Banque
de la Réunion

Rapport financier semestriel

30 juin 2009



Banque
de la Réunion

Sommaire

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DE LA REUNION

L'ACTIVITE COMMERCIALE

LES RESULTATS FINANCIERS

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

COMPTES INDIVIDUELS RESUMES AU 30 JUIN 2009

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



L'ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2009

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le Président du Conseil d'administration
M. Beltràn CALVEYRA

Le Directeur général
M. Benoit CATEL

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DE LA REUNION

Confirmation du ralentissement de l'économie

Les échanges extérieurs de l'île sont en baisse. Les importations enregistrent à mai 2009 une diminution de l'ordre de - 3,1 % (en cumul) liée à la dégradation des importations de biens intermédiaires et des biens d'équipement des entreprises. Les exportations chutent de - 6,3 % sur la même période. Le trafic maritime subit une baisse de - 13,4 % à mars 2009.

Au regard des importations de biens destinés aux ménages, le fléchissement de la consommation se poursuit. La contraction des ventes de véhicules persiste au deuxième trimestre (- 30,1% en glissement annuel) confirmant l'atonie du marché automobile. La stabilité de l'indice des prix à la consommation se confirme (+ 0,2 % en glissement annuel à juin 2009), essentiellement due à la diminution des prix des produits pétroliers (- 18,1 % sur la période).

Cette conjoncture économique, du fait notamment de la crise dans le secteur du BTP et de l'immobilier (fin du chantier de la route des tamarins, attentisme des acquéreurs), ne favorise pas la reprise de l'investissement : chute des ventes de véhicules utilitaires (- 51% en glissement annuel sur le deuxième trimestre 2009), réduction des effectifs du BTP (- 15,9% en mai) et stagnation des attestations de conformité de logements neufs depuis le début de l'année (+ 0,8% pour les constructions de 1 à 9 logements).

Dans le secteur du tourisme la situation semble toujours assez morose.

La décélération des encours de crédits des entreprises et des ménages se poursuit

La progression des encours de crédits à l'investissement des entreprises et des ménages connaît un ralentissement continu. Concernant les entreprises, la croissance des encours totaux au premier trimestre 2009 est en nette diminution ; elle s'élève à + 4,8 % en rythme annuel contre + 13,7% un an auparavant, tirée par la décélération des encours de crédit à l'équipement (4,0 % contre 16,4 % en 2008). Cette tendance se retrouve également chez les particuliers avec notamment des encours de crédit à l'habitat en moindre progression (+ 6,4 % en glissement annuel en 2009 contre + 10,4% en 2008 et + 14,3% en 2007) doublée d'une baisse des encours de crédit à la consommation (- 0,2% en glissement annuel).

La collecte de l'épargne a enregistré une nouvelle diminution (- 206 millions d'€). En glissement annuel, la collecte de dépôts s'affiche également à la baisse de - 14 millions d'euros (- 0,1 %). Cette situation s'explique pour partie par les mauvaises performances des marchés financiers et pour partie par les problèmes de trésorerie de la clientèle entreprises et ménages, liés au ralentissement de l'économie réunionnaise.

Tendance négative des indicateurs de vulnérabilité

Dans ce contexte difficile, les impayés sur effet ont progressé de + 17,4% les 7 premiers mois de l'année. Le marché de l'emploi se détériore également avec une hausse de 21,1% du nombre de demandeurs d'emplois. Le nombre de dossiers de surendettement reste en forte progression (+ 52,4 %) sur la même période.

(Source IEDOM)

L'ACTIVITE COMMERCIALE

Le 1^{er} semestre 2009 a été marqué par un important ralentissement économique et un fort attentisme des clients ayant entraîné un retrait de l'activité de la banque par rapport au 1^{er} semestre 2008. Dans un environnement économique dégradé, la Banque de la Réunion a poursuivi sa politique de développement commercial, visant à consolider son fonds de commerce et à mieux servir sa clientèle de particuliers, de professionnels, d'entreprises et de collectivités locales ... tout en renforçant la maîtrise de ses risques.

La banque des particuliers et des professionnels

La Banque de la Réunion s'est attachée à développer le maillage de son réseau sur toute l'île. Son dispositif commercial comprend 24 agences, dont 2 à Mayotte, 96 guichets automatiques et divers accès de banque multi-canal : Internet, plateforme téléphonique, téléphones mobiles ...

Les principaux axes de développement de la banque de détail passent par la commercialisation d'une gamme complète d'offres compétitives.

Les forfaits

L'équipement de la clientèle en produits et services s'inscrit dans une bonne dynamique avec la commercialisation des forfaits qui regroupent un ensemble de produits et services bénéficiant d'une tarification unique et préférentielle. La commercialisation se poursuit sur un bon rythme.

La collecte de ressources

Compte tenu de l'évolution des marchés, la politique commerciale a été orientée en priorité vers la collecte de ressources bilantielles. La Banque de la Réunion a significativement augmenté ses encours d'épargne (+ 6,5 %) et a réussi le lancement du Livret A. Cette orientation devrait se poursuivre au second semestre.

Les crédits

La production de crédits de la Banque de détail pâtit de la crise économique et notamment de l'atonie persistante du marché immobilier et de l'aversion des ménages à s'endetter dans un contexte d'incertitudes économiques fortes et de montée rapide du chômage.

Les professionnels

Les professionnels restent un secteur privilégié de la banque, malgré la crise économique. La banque continue le déploiement d'une nouvelle génération d'automates capables notamment de reconnaître les remises espèces et de créditer immédiatement les comptes des clients.

La gestion privée

Le développement de la gestion Privée se poursuit grâce aux synergies mises en œuvre avec les conseillers professionnels et la Banque de Développement Régional (financement des acquisitions, cession de société, transmission de patrimoine, ...). Elle a bénéficié d'un regain d'intérêt pour l'assurance vie, lié à l'inversion de la courbe des taux.

La banque de Développement Régional

Marché des Entreprises

Le premier semestre 2009 a été marqué par un net ralentissement des activités économiques et par un moindre recours au crédit des clients Entreprises. Les encours de crédit continuent leur progression mais à un rythme moindre par rapport aux années précédentes. La Banque de la Réunion a également orienté ses actions vers les ressources à vue de ses clients entreprises. En revanche, elle a été pénalisée par des sorties d'encours concernant les ressources les plus rémunérées (TCN et dépôt à terme). Elle a achevé la bascule de l'intégralité de ses contrats EDI (Echange de Données Informatiques) sur la nouvelle plateforme informatique offrant ainsi à l'ensemble de ses clients Entreprises une prestation de qualité sur ce service.

Marché de l'immobilier :

Ce marché est particulièrement touché par la crise à la Réunion. La Banque de la Réunion qui est un des acteurs majeurs sur le marché de la promotion immobilière, est impactée par les difficultés que rencontre ce secteur. Elle reste très présente sur les opérations liées aux locaux professionnels et au logement social (opérations adossées à des SEM).

Secteur Public Territorial et Economie Sociale :

La Banque de la Réunion poursuit sa politique de développement sur ce secteur. Elle se place aujourd'hui comme un des acteurs de référence de la place du fait de son expertise reconnue auprès des acteurs publics et semi-publics du département.

LES RESULTATS FINANCIERS

Les faits marquants du 1^{er} semestre :

La dégradation de l'environnement économique réunionnais commencée mi 2008 s'est accentuée au 1^{er} semestre 2009 impactant défavorablement le niveau des risques crédits sur tous les marchés (particuliers, professionnels, petites et moyennes entreprises). La Banque de la Réunion pour faire face à ce risque de défaillance de la clientèle, a dû se doter de provisions conséquentes générant de ce fait un résultat qui ressort à - 50,8 M€.

1 Bilan social individuel résumé

en milliers d'euros

ACTIF	30/06/09	31/12/08
CAISSES, BANQUES CENTRALES	33 967	36 855
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	354 073	371 484
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 684 314	1 801 115
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	5 684	7 317
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	9 776	14 234
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 306	4 407
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 082	21 726
AUTRES ACTIFS	6 379	7 025
COMPTES DE REGULARISATION	20 562	58 216
TOTAL DE L'ACTIF	2 139 143	2 322 379
PASSIF	30/06/09	31/12/08
BANQUES CENTRALES		
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	714 220	678 049
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 033 504	1 112 715
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	126 792	220 105
AUTRES PASSIFS	25 659	26 987
COMPTES DE REGULARISATION	24 748	24 384
PROVISIONS	28 208	22 133
DETTES SUBORDONNEES	45 004	45 013
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	4 461	4 461
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	136 547	188 532
Capital souscrit	69 907	65 436
Primes d'émission	57 148	51 979
Réserves	56 891	56 531
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement	3 436	3 581
Report à nouveau	35	8
Résultat du semestre (+/-)	-50 870	10 997
TOTAL DU PASSIF	2 139 143	2 322 379

Au 30/06/2009, le total de bilan de la Banque de la Réunion s'établit à 2 139 millions d'euros (M€), contre 2 322 M€ au 31/12/2008, en retrait de 8%.

1.1 A l'actif

Portefeuille actions et titres de participation

L'encours des actions et autres titres à revenu variable s'établit à 5,7 M€ au 30/06/2009 en baisse de 1,6 M€ par rapport à l'exercice précédent, suite au remboursement par amortissement partiel du capital du FCPR Alyseventure. Par ailleurs, en raison de la sortie programmée d'opérations de défiscalisation, les participations et autres titres détenus à long terme ont baissé de 4,5 M€.

Prêts et créances sur les établissements de crédit

L'encours, représenté principalement par des opérations de prêts à notre maison mère, varie de 371 M€ au 31/12/2008 à 354 M€ au 30/06/2009.

Emplois clientèle

Au 30/06/2009, l'encours de crédits accordés à la clientèle (nets de provisions) s'élève à 1 684 M€ contre 1 801 M€ à fin 2008, en retrait de 6% sur 6 mois.

Cette baisse est principalement expliquée par l'évolution des encours des crédits de trésorerie (-17%), des découverts à la clientèle (-18%) et de l'augmentation des provisions pour créances douteuses (+ 51%).

Immobilisations corporelles et incorporelles

En 2009 des investissements ont été réalisés pour un montant de 1,5 M€ dont acquisition de logiciels pour 0,7 M€.

1.2 Au passif

Encours clientèle

L'encours de collecte clientèle (y compris TCN) est en baisse de 13 % par rapport à fin 2008. Cette évolution est due à l'encours des titres sur créances négociables qui baisse de 42% du fait d'une concurrence très agressive sur le taux de rémunération. L'encours des comptes ordinaires créditeurs s'établit en baisse de 6% par rapport au 31/12/2008 en raison de la variation saisonnière. L'encours des comptes d'épargne à régime spécial est en hausse de 7% par rapport au 31/12/2008, grâce au lancement du livret A.

Fonds propres

Les capitaux propres s'élèvent à 136,5 M€ au 30/06/2009 contre 188,5 M€ au 31/12/2008 (-28%). Cette évolution résulte notamment de la distribution du résultat 2008 en majeure partie sous forme d'actions pour un montant de 9,6 M€ et du résultat du premier semestre pour - 50,9M€.

1.3 Hors-bilan

Capitaux gérés

Les encours d'épargne commissionnée enregistrent une hausse de 7% au 30/06/2009.

Le montant des actifs gérés et conseillés atteint 441 M€ à fin juin 2009 dont 59% en valeurs mobilières et 31 % en assurance-vie.

L'encours des valeurs mobilières s'établit à 258,6 M€ au 30/06/2009 en hausse de 12% par rapport à fin 2008.

L'assurance-vie dont l'encours s'établit à 182 M€ est stable par rapport au 31/12/2008, avec une progression de 17% sur des produits du Groupe Caisse d'Epargne (Ecureuil Vie et Compagnie 1818), compensée par un recul des produits hors groupe.

2 Compte de résultat

en milliers d'euros

	Notes	1er semestre 2009	1er semestre 2008
+ Intérêts et produits assimilés	4.1	50 187	55 958
- Intérêts et charges assimilées	4.1	-22 745	-33 762
+ Revenus des titres à revenu variable		277	231
+ Commissions (produits)	4.2	18 975	21 567
- Commissions (charges)	4.2	-5 010	-4 700
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		165	204
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire		610	123
- Autres charges d'exploitation bancaire		-481	-234
PRODUIT NET BANCAIRE		41 978	39 387
- Charges générales d'exploitation		-25 073	-25 466
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-2 392	-2 303
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		14 513	11 618
- Coût du risque	4.3	-64 084	-5 613
RESULTAT D'EXPLOITATION		-49 571	6 005
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-1 444	10 501
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		-51 015	16 506
+/- Résultat exceptionnel			-22
- Impôt sur les bénéfices			-905
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		145	-36
+/- RESULTAT NET		-50 870	15 543

- Au 30/06/2009 le **résultat net** s'établit à – 50,9 M€ contre 15,5 M€ au 30/06/2008.
- La **marge nette d'intérêts** s'établit à 27,7 M€ au 30/06/2009 contre 22,4 M€ au 30/06/2008, soit +23,6%. Cette hausse est expliquée par une indemnité de remboursement anticipée payée en 2008. Retraitée de cet élément, cette hausse s'établit à 5,4%.
- Le montant des **commissions nettes** atteint 14 M€ en juin 2009 contre 16,9 M€ en juin 2008, en baisse de 17,2%. Cette évolution est due essentiellement à la diminution des commissions perçues du fait de la révision à la baisse de certains postes tarifaires à partir du 2° semestre 2008. La part relative des commissions par rapport au PNB s'établit à 33% en juin 2009 contre 43% en juin 2008.
- Compte tenu de ces éléments, le **produit net bancaire** s'établit à 42 M€ au 30/06/2009, en progression de 6% par rapport au 30/06/2008. Retraité des éléments non récurrents du premier semestre 2008, le PNB courant s'établit à la baisse de 3% par rapport au 30 juin 2008.
- Les **charges générales d'exploitation** baissent de 2% par rapport au premier semestre 2008 et s'établissent à 25,1 M€ en 2009. Cette évolution favorable des charges d'exploitation résulte aussi d'une politique volontariste de maîtrise des coûts de structure.

- **Les dotations aux amortissements** sont en hausse de 4 %. Cette hausse porte essentiellement sur le poste logiciels.
- **Le résultat brut d'exploitation** s'établit à 14,5 M€ au 30/06/2009 en hausse de 24,9 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Après retraitement des événements exceptionnels cités ci-dessus, il s'établirait à -6,3% par rapport au 30/06/2008.
- **Le coefficient d'exploitation** ressort à 65,4% au 30/06/2009 contre 64,2% (compte tenu du retraitement effectué sur la marge nette d'intérêts indiqué ci-dessus) au 30/06/2008.
- **Le coût du risque** s'élève à 64,1 M€ en juin 2009 contre 5,6 M€ au 30/06/2008. La charge du risque est en très forte hausse et reflète la dégradation du portefeuille clientèle qui pâtit de la crise économique actuelle.
- **Le poids des créances douteuses brutes** dans l'encours total des créances à la clientèle augmente entre les 2 exercices et représente 14% en 2009 contre 10% en 2008. Ces créances sont couvertes par des provisions affectées à hauteur de 66% en juin 2009 contre 61% en décembre 2008.
- **Le résultat d'exploitation** s'élève à - 49,5 M€ contre + 6M€ au 30 juin 2008.
- **Les gains et pertes sur actifs immobilisés** passent de 10,5 M€ au 30/06/2008 à -1,4 M€ au 30/06/2009 du fait de plus-values de cession sur titres de participation s'élevant à 12,7 M€ au 30/06/2008 et de la sortie d'opérations de défiscalisation au 30/06/2009.
- Le **résultat net** s'établit à - 50,9 M€ contre 15,4 M€ pour l'exercice précédent.

3 Compte de résultat individuel IFRS

Les comptes de la Banque de la Réunion sont intégrés dans le périmètre de consolidation de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne en normes IFRS, soit un résultat net IFRS de -32,6 M€. L'écart avec le résultat net en normes comptables françaises de -50,9 M€ provient essentiellement de la non prise en compte des impôts différés actifs dans ce référentiel.

Tableau de passage du résultat french au résultat IFRS (en K€)	Référentiel French	Référentiel IFRS	Montant du reclassement	Montant du retraitement IFRS
Résultat net référentiel French				-50 870
Reclassement des frais de dossiers et com. engagement	PNB-Commissions	PNB-MNI	669	
Reclassement du coût de la désactualisation sur créances douteuses	Coût du risque	Produits d'intérêts et assimilés	2 004	
Dotation constatée dans les comptes IFRS sur FCPR Alyseventure	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat			-1 250
Constatation des actifs d'impôts différés	Impôts sur le résultat			18 917
Retraitements divers-produits				719
Retraitements divers-charges				-142
Résultat net référentiel IFRS				-32 627

Les résultats financiers individuels sont présentés en principes comptables français au 30/06/2009. Au 30/06/2008 les comptes publiés étaient présentés en principes IFRS car il s'agissait de comptes consolidés des filiales dans lesquelles la Banque de la Réunion détenait des participations.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

La Banque de la Réunion reste soumise aux risques habituels et propres à son activité de banque de détail. Les principales incertitudes pour le semestre à venir sont liées à l'évolution de la crise économique et son impact sur sa clientèle.

Les principes directeurs de l'organisation du suivi et du contrôle des risques dans les Caisses et les filiales du GCE sont définis par la Direction des Risques Groupe (DRG).

La Direction des Risques de la Banque de la Réunion a la responsabilité de la surveillance et de la maîtrise de la politique des risques notamment en ce qui concerne :

- les risques de crédit ;
- les risques opérationnels ;
- les risques de la gestion de Bilan (ALM) ;
- les risques de non-conformité.

Principales réalisations en matière de risque au 1^{er} semestre 2009

- Elaboration et diffusion d'une nouvelle politique risque ;
- Mise place d'un comité spécifique pour assurer le suivi des opérations de promotion immobilière ;
- Perfectionnement des outils de suivi du risque dans le réseau : contrôle des dossiers transférés au contentieux et qualité de l'ouverture des nouveaux comptes ;
- Accompagnement du réseau dans le suivi des risques et formation accrue au risque ;
- Révision du système délégataire.

1. GESTION DES RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

L'activité de la Banque de la Réunion s'articule autour des axes suivants :

Banque de détail (Particuliers et Professionnels) :

- collecte des ressources sous forme de dépôts ou d'épargne (fonds garantis, assurance vie,...)
- distribution de crédit
- distribution de produits d'assurance
- services (monétique, télétransmission)
- gestion patrimoniale.

Banque de développement régional : elle regroupe :

- le Centre d'Affaires Entreprises (C.A.E.)
- le Pôle immobilier
- le Secteur public territorial (S.P.T.) et les Institutionnels
- les activités internationales.

Elle définit notamment :

- le système de limites globales et les règles de division des risques
- le dispositif de contrôle permanent des risques
- le système de mesure des risques et la cartographie des reportings
- les principes de sélection de la clientèle et les modalités d'entrée en relations
- les différents modes de notation des contreparties
- le système délégataire
- le choix des crédits, des garanties et des assurances
- les règles de suivi permanent du risque de crédit
- la politique de déclasserement des créances en douteux et les règles de contagion.

L'objectif premier de la politique de risques est de contribuer au développement et à la rentabilité de la Banque par la déclinaison de principes de maîtrise des risques définis notamment par le règlement CRBF 97-02 et par le Comité de Bâle.

Pour évaluer la qualité de son portefeuille de crédits, la Banque de la Réunion utilise les systèmes de notation retenus par le Groupe des Caisses d'Epargne pour chacun des marchés sur lesquels il opère. Ces différents systèmes de notation se déclinent selon une échelle de 0 à 9, 0 étant la meilleure note attribuable.

Tous les clients, quel que soit leur marché d'appartenance, doivent faire l'objet d'une note. La notation se fonde sur une estimation de la probabilité de défaut de l'emprunteur et son coût éventuel pour la Banque sur un horizon de temps cohérent avec la nature des engagements. Aucun engagement nouveau ne peut être consenti à un client non noté.

Par ailleurs, la Banque fixe des limites sur les contreparties les plus significatives de son fonds de commerce, ainsi que des limites par pays, par marché et par secteur d'activités.

1.1 Mesure et maîtrise des risques de crédit

La maîtrise des risques de crédit à la Banque de la Réunion est assurée par :

- la politique de risques (cf. supra) ;
- un traitement quotidien des comptes en anomalie ;
- un suivi bi-mensuel des principaux dépassements sur comptes par la Direction des Risques ;
- une analyse mensuelle des clients douteux non contentieux aboutissant à la détermination du montant de provisions à constituer sur ces contreparties ;
- une analyse détaillée trimestrielle des découverts et de leur évolution dans le temps ;
- une watch-list reprenant les dossiers de clients Particuliers, Professionnels et PME jugés sensibles. Les dossiers de la watch-list sont revus trimestriellement ;
- la fixation de limites sur les principales contreparties en volume d'engagements (cf. supra). Ces limites sont déterminées en comparant le niveau d'engagements atteint avec les fonds propres, l'endettement et le degré de risque de la contrepartie concernée, d'une part, et avec les fonds propres de la banque, d'autre part ;
- la fixation de limites par pays, marché et secteur d'activité. Le niveau de ces limites est défini par la prise en compte des paramètres suivants :
 - risques pays : encours observés et notation des pays concernés (les risques pays demeurent marginaux à la Banque de la Réunion)
 - marché : % des encours notés 8 (« incertain ») et 9 (« très incertain ») dans le total des encours de chacun des marchés
 - secteur d'activité : % des crédits aux clients Professionnels et Entreprises ; % des actifs clientèle ; % des fonds propres de la Banque ;
- au plus annuellement, la revue des concours consentis à la clientèle et l'actualisation des notations des contreparties Professionnels et Entreprises ;
- un schéma délégataire fondé sur la définition de limites par marché, par métier et par tranche de notations de la clientèle. Les délégations sont intuitu personae pour tenir compte de l'expérience acquise par les délégataires ;
- la prise de garanties appropriées au risque encouru : garanties personnelles et réelles, avals Sofaris, cautions de la Saccef. La prise des garanties est assurée par la Direction des financements et garanties et préalable à la mise à disposition des concours. Des seuils ont été définis au-delà desquels l'octroi de prêts personnels et de crédits à l'habitat aux particuliers impose la prise de garanties réelles.

Répartition des engagements au 30/06/2009 :

SEGMENT RISQUE	Engagements à fin 6/2009			
	Bilan	HB	Total	%
Banque de Proximité	1 229 808	54 951	1 284 760	49 %
Banque de développement régional	878 593	356 598	1 235 191	47 %
Grandes Contreparties	44 296	188	44 483	2 %
Anomalies	18 797	989	19 786	1 %
Non segmentés	20 477	690	21 167	1 %
TOTAL	2 191 971	413 416	2 605 387	100 %

Source : DATA Etat Risque Financière Océor
Données non auditées

Les engagements se répartissent de manière à peu près équivalente entre la clientèle de Particuliers et de Professionnels, d'une part, et celle des PME/PMI, d'autre part. Les encours de la promotion immobilière ont marqué une sensible diminution au cours du 1^{er} semestre.

Les engagements de la banque sont portés en presque totalité sur des clients résidant à la Réunion, en France métropolitaine et à Mayotte.

Les sociétés holding et le secteur de l'immobilier cumulent près de 50% des encours d'engagements de la banque sur les marchés Professionnels et PME. Le commerce (gros et détail) pèse quant à lui pour près de 10% dans les encours globaux.

La banque s'est fixée des limites dans le but de contenir ses risques de crédit à un niveau compatible avec ses fonds propres et sa rentabilité. Ces limites s'appliquent aux risques de contreparties, risques sectoriels, risques de marché et risques pays.

2. RISQUES OPERATIONNELS

Le risque opérationnel est défini au sein du Groupe Caisse d'Epargne comme le risque de perte liée à une défaillance ou un dysfonctionnement des processus, des systèmes d'information, des hommes ou suite à des événements extérieurs. Ainsi défini, il inclut notamment les risques comptable, juridique, réglementaire, fiscal, ainsi que les risques liés à la sécurité des personnes et des biens, et des systèmes d'information. Dans le cadre du calcul des exigences de fonds propres, le Groupe Caisse d'Epargne applique, pour le moment, la méthode standard Bâle 2.

Le risque opérationnel est inhérent à toute activité de la Banque de la Réunion. Son analyse, sa gestion et sa mesure reposent sur un dispositif global, basé sur l'identification et l'évaluation des risques (ainsi que la mise en place de plans d'action pour les maîtriser), la gestion active des incidents avérés, et le suivi d'indicateurs prédictifs de risque.

3. LES RISQUES DE LA GESTION DE BILAN

Le pôle gestion financière, au sein de la direction financière de la Financière Océor, pilote et suit les risques ALM. Les risques ALM englobent le risque de liquidité, le risque de taux et le risque de change. Le risque de liquidité est suivi sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan. Les risques de taux et de change sont suivis sur tous les éléments du bilan et du hors bilan à l'exception du portefeuille de compte propre, celui-ci faisant l'objet de reporting et de limites spécifiques en termes de VaR établis et suivis par la Direction des Risques.

La gestion du risque de taux est encadrée, au même titre que celle du risque de liquidité, par la « Charte de Gestion Financière du Groupe Océor » applicable aux banques outre-mer à la Financière Océor.

Service gestion de bilan

Le Service gestion de bilan de la Financière Océor assure un suivi de premier niveau relatif aux risques ALM, ainsi que la gestion opérationnelle de ces risques. Il s'assure également, dans le cadre d'un reporting trimestriel, du respect des limites de gap et de sensibilité fixées au niveau du GCE. Afin de réaliser un suivi en conformité avec la réglementation, le Service gestion de bilan utilise un progiciel ALM de calcul et de simulation.

Principales actions 2009

L'année 2009 a été marquée par une attention très soutenue à la gestion du risque de liquidité : Par ailleurs, les travaux de déploiement du progiciel ALM commun à l'ensemble des établissements de la Banque Commerciale hors groupe Crédit Foncier se sont poursuivis en 2009, s'accompagnant de l'harmonisation des normes et méthodes de calculs des indicateurs ALM par entité dans le respect d'un cadre méthodologique défini au niveau du GCE. La mise en production de ce progiciel commun a été effective pour l'arrêté du 31/12/2008.

3.1. Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné. Il résulte notamment d'un écoulement du passif non couvert par des tombées d'actifs au cours d'une période donnée sans possibilité pour la banque de se procurer des ressources sur le marché au moment nécessaire. Cette rupture peut être due à des facteurs propres à la banque ou à une dégradation générale des conditions de liquidité sur le marché.

a. Organisation du refinancement au niveau du Groupe

La CNCE, en tant que Trésorerie Centrale du GCE, a la responsabilité de fournir aux entités affiliées les ressources dont elles ont besoin pour financer leurs activités en complément de leurs ressources propres, et de garantir la liquidité en dernier ressort.

b. Suivi du risque de liquidité au sein du groupe Océor

Principes de gestion du risque de liquidité

Les grands principes de gestion du risque de liquidité sont donnés dans la Charte ALM du GCE puis déclinés dans la Charte de Gestion Financière applicable aux Etablissements de Crédit de la Banque Commerciale. Chaque établissement, dont le groupe Océor, est ensuite chargé de décliner cette charte localement.

Ratio de liquidité à un mois de la Banque de la Réunion :

Compte tenu de la baisse des fonds propres liée à l'intégration du résultat intermédiaire, le ratio de liquidité s'établit en dessous du seuil réglementaire, des solutions sont à l'étude afin d'y remédier.

Dans le cadre de la gestion de la trésorerie des banques filiales, la Financière Océor et la CNCE ont accordé à la Banque des lignes de tirage pour un montant global de 60 M€.

Limites de tirages court terme auprès de la Financière Océor

La Banque de la Réunion ne disposait pas au 30 Juin 2009 de limite de tirages à moins d'un an auprès de la Financière Océor.

Impasses de liquidité *

Le risque de liquidité est suivi trimestriellement par le Comité de Gestion de Bilan sur la base de l'impasse de liquidité statique. Elle représente l'écoulement sur un minimum de 10 ans de la différence entre l'actif et le passif à une date donnée, ce qui permet de quantifier les masses de bilan qui ne sont pas assises sur la même maturité à l'actif et au passif. C'est l'assiette du risque ou exposition au risque de liquidité de la banque.

L'impasse de liquidité statique prend en compte toutes les positions du bilan et du hors bilan en stock sans hypothèse de renouvellement. La détermination de l'impasse de liquidité statique repose sur une projection des actifs et des passifs pour l'ensemble des opérations en position à la date d'arrêté considérée et pour les opérations à départ futur contractualisées à cette même date d'arrêté. Les opérations contractuelles sont amorties selon leurs échéanciers prévisionnels, éventuellement impactés d'un taux de remboursements anticipés statistique. Pour les opérations de bilan sans maturité contractuelle définie, on applique les conventions d'écoulement fixées au niveau du GCE.

Ratio ressources / emplois

Le groupe Océor doit respecter un ratio de couverture de ses emplois par des ressources de même durée à hauteur d'un minimum de 60 % sur chaque période de temps sur un horizon de 10 ans. Cet équilibre est mesuré à chaque date d'arrêté trimestriel par le Comité de Gestion de Bilan. Il a toujours été respecté au cours de l'année 2009.

Plan de financement

Un plan de financement sur l'horizon de planification (soit N+3) est établi trimestriellement en cohérence avec les contraintes réglementaires et les limites GCE. Dans ces conditions, ce plan de financement doit permettre de s'assurer du respect des limites de tirages court terme et du ratio de couverture des emplois par les ressources sur tout l'horizon de planification.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de continuité d'activité en cas de crise de liquidité, les établissements de la Banque Commerciale reportent désormais mensuellement à la CNCE leurs besoins de liquidité par maturité (en lieu et place d'une fréquence trimestrielle).

Refinancement de la Banque de la Réunion en 2009

La Banque de la Réunion a été en mesure de satisfaire les demandes de financement de sa clientèle et de respecter à tout moment la limite réglementaire de son coefficient de liquidité à un mois. On rappelle qu'au 30 Juin 2009, les ressources clientèle couvrent 74% de l'encours de crédits à la clientèle de l'entité.

Au cours de l'exercice 2009, la Banque de la Réunion a levé 45M€ de ressources à taux fixe afin de couvrir partiellement sa production nouvelle.

3.2 Gestion du risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Ce risque est mesuré par les différents indicateurs présentés ci-dessous.

Principes de gestion du risque de taux

Les grands principes de gestion du risque de taux sont donnés dans la Charte ALM du GCE puis déclinés dans la Charte de Gestion Financière applicable aux Etablissements de Crédit de la Banque Commerciale. Chaque établissement, dont le groupe Océor, est ensuite chargé de décliner cette charte localement.

*Informations non auditées

Impasse de taux

Le risque de taux est suivi trimestriellement par le Comité de Gestion de Bilan sur la base des impasses statiques et dynamiques. La détermination des conventions de calcul du gap suit une démarche analogue à celle exposée pour la mesure du risque de liquidité. Les impasses dynamiques sont calculées en intégrant les hypothèses de production nouvelle sur l'horizon de planification budgétaire ainsi que les stratégies de couverture.

Sensibilité de la valeur actuelle nette de la position ouverte

La sensibilité de la valeur actuelle nette de la position ouverte est calculée trimestriellement et suivie par le Comité de Gestion de Bilan.

Cette sensibilité est calculée selon la méthode décrite dans le document sur les principes de gestion et de surveillance des risques de taux d'intérêt (Comité de Bâle juillet 2004 annexe 4).

Une limite de sensibilité est fixée à 20% des fonds propres de base. Cette limite est assortie d'un seuil d'information fixé à 15 %, seuil à partir duquel le Comité de Gestion de Bilan doit être informé avec présentation des actions correctrices permettant d'anticiper les stratégies de couverture nécessaires pour gérer la limite.

Au 31 mars 2009, La sensibilité de la valeur actuelle nette de la position ouverte de la Banque de la Réunion ressort à 13,39% des fonds propres en incluant le fonds de roulement. Au cours de l'exercice 2009, ni le seuil d'information, ni a fortiori la limite de sensibilité de la valeur actuelle nette de la position ouverte, n'ont été franchis.

Sensibilité de la marge nette d'intérêt

La sensibilité de la marge nette d'intérêt (MNI), en tant que principale composante du résultat brut d'exploitation (RBE), est mesurée chaque trimestre. Elle est évaluée dans le cadre de différents scénarios de variation des taux (taux courts, taux longs, inflation) appliqués par pas annuel sur l'horizon de planification (N+3). Quatre scénarios de taux ont été retenus :

- translation de +100 bp sur les taux courts et longs et de +50 bp sur l'inflation.
- translation de -100 bp sur les taux courts et longs et de -50 bp sur l'inflation.
- pivotement de -50 bp à court terme, de +50 bp à long terme et de -25 bp sur l'inflation.
- pivotement de +50 bp à court terme, de -50 bp à long terme et de +25 bp sur l'inflation.

Le groupe Océor doit être capable de supporter, sans impact significatif sur son résultat appréhendé par le RBE (établi selon les normes IFRS), une variation de taux ne remettant pas en cause les prévisions d'activité initiales. La sensibilité de la MNI issue du scénario le plus défavorable sur l'horizon de planification doit rester en-deçà d'une limite exprimée en pourcentage du RBE budgété. Cette limite est suivie trimestriellement par le Comité de Gestion de Bilan.

La gestion opérationnelle des limites de sensibilité de la MNI est assurée par la mise en place d'un seuil d'information égal à 75% des limites. Le Comité de Gestion de Bilan doit être informé en cas de franchissement de ce seuil et se prononce sur la stratégie proposée permettant de rester en deçà de la limite. En cas de franchissement de la limite, une procédure est engagée de façon à acter et suivre les mesures définies pour un retour au respect de la limite.

Scénarii d'analyse du risque de taux

Un scénario central pluriannuel (N à N+3) sur les taux et les volumes est entériné au niveau national, actualisé en juillet, septembre et décembre, et intégré par l'ensemble des établissements de la Banque Commerciale pour leurs analyses de gestion globale du bilan.

Par ailleurs est défini un scénario macro-économique de stress sur les taux et les volumes afin de quantifier les pertes potentielles au niveau des entités de la Banque Commerciale. Les impacts de ce scénario sont analysés annuellement au niveau national par le Comité de Gestion de Bilan Banque Commerciale. Il est également décliné au niveau de chaque établissement de la Banque Commerciale.

a. Gestion du risque de change

Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change. Pour ce qui est du Groupe Océor, le risque de change fait l'objet d'un suivi à partir d'indicateurs réglementaires (mesure de l'exigence de fonds propres correspondante par entité). Les positions de change résiduelles ne sont pas significatives compte tenu de l'adossement quasi systématique des actifs et des passifs en devises.

La charte de gestion financière prévoit une analyse des gaps par devise lorsqu'une devise dépasse plus de 5% du total bilan du groupe. Ainsi, seul l'euro a été étudié pour les risques financiers consolidés du groupe. Cependant, les risques sur le dollar américain, l'euro, le yen et la roupie mauricienne sont suivis lors du comité ALM social de la Banque des Mascareignes.

b. Gestion du capital - Composition des fonds propres

- Les fonds propres prudentiels sont composés de trois grandes catégories : les fonds propres de base (également appelés « Fonds propres Tier One »), les fonds propres complémentaires (ou « Tier Two ») et les fonds propres surcomplémentaires (« Tier 3 »).
- Le tableau ci-après résume la composition des fonds propres de la Banque de la Réunion au 30 Juin 2009

Fonds Propres (en K€)	30-juin-09
Fonds Propres de base avant résultat de la période	184 142
Résultat intermédiaire	(50 870)
Fonds Propres de base yc résultat intermédiaire	133 272
Fonds complémentaires	45 000
Déduction des part Ets financiers	(31)
Fonds propres réglementaires	178 241

Les fonds propres complémentaires sont exclusivement composés d'emprunts subordonnés à long terme.

La surveillance de l'exigence de fonds propres calculée conformément au référentiel Bâle II est effectuée en base consolidée par notre maison-mère Financière Océor.

Le groupe Océor calcule ses expositions pondérées conformément à l'approche standard pour le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel. La limite du ratio de solvabilité consolidé du groupe Océor est de 10% ; cependant, les exigences de fonds propres sont calculées par rapport à un ratio de 8%. Le ratio de solvabilité de la Banque de la Réunion s'établit à 10% au 30/06/2009.

4. LE RISQUE DE NON-CONFORMITE

La gestion des risques de non-conformité est assurée par la Direction des Contrôles Permanents et de la Conformité, rattachée directement au Directeur Général.

Les référentiels

La Charte de Conformité de la Financière Océor est en vigueur depuis 2006. Elle s'applique aux établissements du Groupe Océor. De même une charte de déontologie a été définie pour l'ensemble du Groupe Océor en 2006 et décliné au sein de la banque. La Charte de la Déontologie de la Banque de la Réunion a fait l'objet d'une révision au terme de l'exercice 2006 et a fait l'objet d'une diffusion formelle auprès des collaborateurs de la banque, sous la forme d'un CDROM (CDROM REGLO).

Faits significatifs du 1^{er} semestre 2009

L'activité de cette direction au cours du premier semestre 2009 se caractérise par les éléments suivants :

- Le suivi du Projet DRC (Dossier Règlementaire Client)
- Le déploiement d'un nouvel outil de contrôle permanent pour les responsables et directeurs d'agence
- La formation de l'ensemble des collaborateurs du réseau commercial et d'une partie des services internes , sur les domaines de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que sur la Déontologie.

5. PERSPECTIVES

En ces moments difficiles, dans un environnement économique dégradé, la Banque de la Réunion a maintenu un dispositif de surveillance et de contrôle des risques renforcé. Par ailleurs, elle poursuit sa stratégie de développement de son fonds de commerce contribuant ainsi activement au financement de l'économie réunionnaise.

Disposant de fondamentaux solides et de l'appui de son actionnaire majoritaire, le Groupe BPCE, né de la fusion entre les groupes Caisse d'Épargne et Banque Populaire, second groupe bancaire français, la Banque de la Réunion aborde l'avenir avec confiance et détermination, fort de son enracinement local et de l'implication de ses équipes.

PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES CONSTATEES SUR LES PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE

Aucune transaction significative entre parties liées n'est apparue depuis le 1/01/2009 et concernant les 6 premiers mois de l'exercice.

COMPTES ET ANNEXES AU 30 JUIN 2009

BILAN

en milliers d'euros

ACTIF	Notes	30/06/09	31/12/08
CAISSES, BANQUES CENTRALES		33 967	36 855
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	3.2		
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		354 073	371 484
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.1	1 684 314	1 801 115
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	3.2		
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	3.2	5 684	7 317
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	3.2	9 776	14 234
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	3.2		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		4 306	4 407
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		20 082	21 726
AUTRES ACTIFS		6 379	7 025
COMPTES DE REGULARISATION		20 562	58 216
TOTAL DE L'ACTIF		2 139 143	2 322 379
HORS BILAN	Notes	30/06/09	31/12/08
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		140 083	179 574
Engagements en faveur d'établissements de crédit		5 690	19 523
Engagements en faveur de la clientèle		134 393	160 051
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		398 727	398 773
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		449	22
Engagements d'ordre de la clientèle		398 278	398 751
ENGAGEMENTS SUR TITRES			
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements donnés			

L'annexe qui figure aux pages suivantes fait partie intégrante des comptes semestriels individuels.

en milliers d'euros

PASSIF	Notes	30/06/09	31/12/08
BANQUES CENTRALES			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		714 220	678 049
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.1	1 033 504	1 112 715
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		126 792	220 105
AUTRES PASSIFS		25 659	26 987
COMPTES DE REGULARISATION		24 748	24 384
PROVISIONS	3.3	28 208	22 133
DETTES SUBORDONNEES	3.4	45 004	45 013
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	3.5	4 461	4 461
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.5	136 547	188 532
Capital souscrit		69 907	65 436
Primes d'émission		57 148	51 979
Réserves		56 891	56 531
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement		3 436	3 581
Report à nouveau		35	8
Résultat du semestre (+/-)		-50 870	10 997
TOTAL DU PASSIF		2 139 143	2 322 379
HORS BILAN	Notes	30/06/09	31/12/08
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		60 000	63 618
Engagements reçus d'établissements de crédit		60 000	63 618
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		168 174	154 166
Engagements reçus d'établissements de crédit		168 174	154 166
ENGAGEMENTS SUR TITRES			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus			

L'annexe qui figure aux pages suivantes fait partie intégrante des comptes semestriels individuels.

COMPTE DE RESULTAT SEMESTRIEL

en milliers d'euros				
	Notes	1er semestre 2009	1er semestre 2008	Exercice 2008
+ Intérêts et produits assimilés	4.1	50 187	55 958	112 976
- Intérêts et charges assimilées	4.1	-22 745	-33 762	-64 143
+ Revenus des titres à revenu variable		277	231	520
+ Commissions (produits)	4.2	18 975	21 567	41 729
- Commissions (charges)	4.2	-5 010	-4 700	-9 932
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		165	204	477
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés				-2 030
+ Autres produits d'exploitation bancaire		610	123	974
- Autres charges d'exploitation bancaire		-481	-234	-1 652
PRODUIT NET BANCAIRE		41 978	39 387	78 919
- Charges générales d'exploitation		-25 073	-25 466	-48 420
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-2 392	-2 303	-4 548
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		14 513	11 618	25 951
- Coût du risque	4.3	-64 084	-5 613	-26 994
RESULTAT D'EXPLOITATION		-49 571	6 005	-1 043
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-1 444	10 501	10 679
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		-51 015	16 506	9 636
+/- Résultat exceptionnel			-22	
- Impôt sur les bénéfices			-905	1 394
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		145	-36	-33
+/- RESULTAT NET		-50 870	15 543	10 997

L'annexe qui figure aux pages suivantes fait partie intégrante des comptes semestriels individuels.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS SEMESTRIELS

NOTE 1 – CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER – FAITS CARACTERISTIQUES RELATIFS AU

PREMIER SEMESTRE23

1.1	CADRE JURIDIQUE ET RELATIONS FINANCIERES AVEC LES ETABLISSEMENTS DU GROUPE.....	23
1.2	SYSTEME DE GARANTIE	23
1.3	FAITS CARACTERISTIQUES DU SEMESTRE.....	23
1.4	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	24

NOTE 2 – INFORMATIONS SUR LES REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES.....24

2.1	METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION APPLIQUEES	24
2.2	CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES	24

NOTE 3 - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN25

3.1	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE.....	25
3.2	TITRES	25
3.2.1	<i>Titres détenus</i>	25
3.2.2	<i>Reclassements de portefeuilles</i>	25
3.3	PROVISIONS	25
3.4	DETTES SUBORDONNEES	26
3.5	CAPITAUX PROPRES ET FRBG	26
3.5.1	<i>Capitaux propres</i>	26
3.5.2	<i>Variation du FRBG</i>	26

NOTE 4 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....27

4.1	INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES	27
4.2	COMMISSIONS	27
4.3	COUT DU RISQUE.....	27
4.4	REPARTITION DE L'ACTIVITE - BANQUE COMMERCIALE	28

Note 1 – CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER – FAITS CARACTERISTIQUES RELATIFS AU PREMIER SEMESTRE

Le cadre juridique et financier décrit ci-après est applicable au 30 juin 2009 et a connu des évolutions significatives suite à la création du nouvel organe central BPCE (voir paragraphe 1.3 ci-après).

1.1 Cadre juridique et relations financières avec les établissements du Groupe

La Banque de la Réunion est une société anonyme dotée du statut de banque. A ce titre, ses comptes sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédits.

Elle est filiale à 88,89 % de la Financière Océor, elle-même détenue par la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CNCE).

1.2 Système de garantie

En application des dispositions de l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier complétées par celles de l'article L. 512-96 du Code monétaire et financier, la CNCE, en tant qu'organe central, a organisé le système de garantie et de solidarité au sein du Groupe Caisse d'Epargne pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacune de ses composantes. Le champ de couverture de ce système de garantie recouvre non seulement les Caisses d'Epargne qui sont affiliées de droit à la CNCE en vertu de l'article L. 512-95 du Code monétaire et financier, mais également les établissements de crédit de droit français qui sont affiliés à la CNCE sur décision de celle-ci conformément aux articles R. 512-57 et R. 512-58 du Code monétaire et financier. Plus globalement, le système de garantie couvre toutes les entités du Groupe en vertu du principe de responsabilité fondé sur les liens d'actionnariat.

1.3 Faits caractéristiques du semestre

- Création d'un nouvel organe central, BPCE

Le 31 juillet 2009, les assemblées générales de la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP) et de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) ont entériné la constitution de BPCE, nouvel organe central des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne issu du rapprochement de la BFBP et de la CNCE.

La constitution de BPCE est l'aboutissement du projet de rapprochement initié en octobre 2008 par le Groupe Banque Populaire et le Groupe Caisse d'Epargne dont les principes sont les suivants :

- Le nouveau groupe s'appuie sur deux réseaux autonomes complémentaires, dans le respect des deux marques ;
- Le nouveau groupe est centré sur les métiers de la banque de détail ;
- Le projet de rapprochement repose sur la création d'un nouvel organe central, commun aux réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne, et détenu à parité ;
- L'Etat soutient la constitution du nouveau groupe en proposant d'effectuer un apport de fonds propres en cohérence avec sa politique de soutien des principaux groupes bancaires français ;
- La réalisation du rapprochement permet d'unifier la structure de détention de Natixis, dont la gouvernance sera simplifiée.

Depuis le 3 août 2009, BPCE se positionne comme le second groupe bancaire français et s'appuie sur deux réseaux de banque de détail autonomes et complémentaires, ceux des 20 Banques Populaires et des 17 Caisses d'Epargne dans le strict respect de la primauté des marques. Le nouveau Groupe BPCE compte environ 37 millions de clients, 8 000 agences, 110 000 collaborateurs et plus de 7 millions de sociétaires.

BPCE est détenue à parité par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne après apport des activités de leurs organes centraux et des principaux actifs de la BFBP et de la CNCE.

Le nouvel organe central détient notamment des filiales des deux groupes dans le domaine de la banque de détail et leurs structures de production (notamment Natixis, la Société Marseillaise de Crédit, Financière Océor, GCE Assurances et une participation indirecte dans CNP Assurances).

Les filiales du pôle immobilier des deux Groupes (notamment le Crédit Foncier de France, Nexity, Foncia, MeilleurTaux) ainsi que les autres participations (Banca Carige, Banque Palatine, MaBanque) sont conservées par la BFBP (renommé Banques Populaires Participations) et la CNCE (renommée Caisses d'Epargne Participations).

○ Le coût du risque

La dégradation générale de l'environnement économique à la Réunion observée à fin 2008 se poursuit en 2009. L'exposition au risque est notamment avérée dans le secteur du BTP qui connaît actuellement des difficultés, avec la fin simultanée de plusieurs chantiers d'envergure – dont la route des tamarins.

Le marché de l'immobilier a connu un ralentissement très sensible (diminution des transactions immobilières, en nombre et en montant), se traduisant pour la Banque de la Réunion par une baisse relative de sa production de crédit et une montée corrélative de ses risques sur le secteur de la promotion immobilière.

Ces événements ont eu un impact direct sur le coût du risque.

1.4 Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

Note 2 – INFORMATIONS SUR LES REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels semestriels de la Banque de la Réunion sont établis et présentés conformément aux règles définies par la CNCE dans le respect des règlements du Comité de la réglementation comptable (CRC) et du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF). Par application du règlement n° 91-01 du CRBF modifié par le règlement n° 2000-03 du CRC, les états de synthèse sont présentés selon le format prévu pour les établissements de crédit.

Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses fondamentales de :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes semestriels.

Les principes et méthodes comptables appliqués sont identiques à ceux utilisés pour les arrêtés de comptes annuels.

2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes semestriels au 30 juin 2009.

Note 3 - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN

Sauf information contraire, les notes relatives aux postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1 Opérations avec la clientèle

en milliers d'euros

ACTIF	30/06/2009	31/12/2008	PASSIF	30/06/2009	31/12/2008
Créances commerciales	13 988	21 948	Comptes d'épargne à régime spécial	379 483	356 280
Autres concours à la clientèle	1 489 133	1 596 239	Livret A	32 186	
Crédits de trésorerie	355 033	425 272	Livret Jeune, Livret B et LDD	211 572	198 525
Crédits à l'équipement	496 983	522 497	PEL et CEL	126 105	127 867
Prêts Epargne Logement	4 006	3 989	LEP		
Autres crédits à l'habitat	609 935	622 502	PEP	7 636	8 396
Autres	23 176	21 979	Autres	1 984	21 492
Comptes ordinaires débiteurs	82 166	100 168	Autres dettes	648 176	744 378
Créances rattachées	8 482	10 561	Comptes ordinaires créditeurs	576 076	611 894
Créances douteuses	264 451	187 103	Autres	72 100	132 484
Dépréciations sur créances douteuses	-173 906	-114 904	Dettes rattachées	5 845	12 057
TOTAL	1 684 314	1 801 115	TOTAL	1 033 504	1 112 715

3.2 Titres

3.2.1 Titres détenus

en milliers d'euros

	Transaction	Placement	Investissement	TAP, titres de participation, ATDLT	30/06/09	31/12/08
Effets publics et valeurs assimilées				////	0	
Obligations et autres titres à revenu fixe				////	0	
Actions et autres titres à revenu variable		5 684	////	////	5 684	7 317
Participations et autres titres détenus à long terme	////		////	9 776	9 776	14 234
Parts dans les entreprises liées	////	////	////		0	
Total au 30 juin 2009	0	5 684	0	9 776	15 460	////
Total au 31 décembre 2008		7 317		14 234	////	21 551

La baisse est due au remboursement par amortissement du capital du FCPR Alyseventure.

3.2.2 Reclassements de portefeuilles

Il n'y a pas eu de reclassement de portefeuilles au cours de la période.

3.3 Provisions

Les provisions concernent principalement les risques pour engagements par signature et les risques de contreparties.

en milliers d'euros

	01/01/2009	Dotations	Utilisations	Reprises	30/06/2009
Litiges, amendes et pénalités	3 116	391		-556	2 951
Engagements sociaux	3 923	377		-7	4 293
PEL / CEL	1 971			-60	1 911
Risques engagements par signature	5 689	6 358		-510	11 537
Risques de contreparties	5 839				5 839
Autres opérations bancaires et non bancaires	1 595	82			1 677
TOTAL	22 133	7 208		-1 133	28 208

Le poste des risques pour engagements par signature a enregistré sur le 1^{er} semestre une dotation de 6,4 M€ composée de 5 M€ de dotation sectorielle et de 1,4 M€ de dotation pour les risques de subrogation de créance OLR (cf. note 4.3 sur le coût du risque).

3.4 Dettes subordonnées

Aucune émission, rachat et/ou remboursement significatif ne sont intervenus sur les dettes subordonnées au cours du 1^{er} semestre 2009.

3.5 Capitaux propres et FRBG

3.5.1 Capitaux propres

<i>en milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Capitaux propres au 31 décembre 2008	65 436	51 979	60 120	10 997	188 532
Augmentation de capital	4 471	5 169			9 640
Affectation réserves			10 997	-10 997	0
Distribution			-10 610		-10 610
Changement de méthode					0
Autres variations (1)			-145		-145
Résultat au 1er semestre 2009				-50 870	-50 870
Capitaux propres au 30 juin 2009	69 907	57 148	60 362	-50 870	136 547

(1) Il s'agit des variations sur les provisions réglementées au cours du 1^{er} semestre 2009.

Le capital social de la Banque de la Réunion s'élèverait à 69 907 milliers d'euros, composé de 1 691 761 actions d'une valeur nominale de 41,32 euros.

Une augmentation de capital d'un montant de 4 471 milliers d'euros a été réalisée, suite au paiement de dividende en actions proposé lors de l'assemblée générale ordinaire du 28/05/2009, par l'émission au pair de 108 187 actions nouvelles de 89 euros chacune.

3.5.2 Variation du FRBG

Il n'y a pas eu de variation du FRBG au cours de la période.

Note 4 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Intérêts, produits et charges assimilés

en milliers d'euros	Produits		Charges	
	1er semestre 2009	1er semestre 2008	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Opérations avec les établissements de crédit	6 072	10 122	-12 880	-21 552
Opérations avec la clientèle	44 115	45 732	-6 583	-7 671
Obligations et autres titres à revenu fixe		104	-3 282	-4 539
Dettes subordonnées	////	////		
Autres				
TOTAL	50 187	55 958	-22 745	-33 762

4.2 Commissions

en milliers d'euros	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaires	2	-72	-70
Opérations avec la clientèle	11 300		11 300
Opérations sur titres	530	-138	392
Moyens de paiement	3 366	-2 992	374
Vente de produits d'assurance-vie	1 397		1 397
Autres commissions (1)	2 380	-1 808	572
TOTAL 1er semestre 2009	18 975	-5 010	13 965
TOTAL 1er semestre 2008	21 567	-4 700	16 867

(1) Produits :

Commissions sur opérations de hors bilan : 950 milliers d'euros

Commissions sur prestations de services financiers : 612 milliers d'euros

Commissions sur opérations de change : 177 milliers d'euros

Autres commissions : 641 milliers d'euros

(1) Charges :

Commissions sur opérations de hors bilan : -110 milliers d'euros

Commissions sur prestations de services financiers : -1 698 milliers d'euros

4.3 Coût du risque

en milliers d'euros	Opérations avec la clientèle	Autres opérations (1)	Total
Dotations aux dépréciations et aux provisions	-62 430	-6 358	-68 788
Reprises de dépréciations	6 302	510	6 812
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-1 736		-1 736
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-416		-416
Récupérations sur créances amorties	44		44
TOTAL au 1er semestre 2009	-58 236	-5 848	-64 084
TOTAL au 1er semestre 2008	-5 405	-208	-5 613

(1) Dotations pour risques d'exécution des engagements par signature : -1 358 milliers d'euros (dotation pour les risques de subrogation de créance OLR)

Dotations aux provisions collectives : -5 000 milliers d'euros (dotation sectorielle)

Reprises pour risques d'exécution des engagements par signature : 510 milliers d'euros

4.4 Répartition de l'activité - Banque Commerciale

<i>en milliers d'euros</i>	Total de l'activité		Dont banque commerciale	
	1er semestre 2009	1er semestre 2008	1er semestre 2009	1er semestre 2008
Produit net bancaire	41 978	39 387	41 978	39 387
Frais de gestion	-27 465	-27 769	-27 465	-27 769
Résultat brut d'exploitation	14 513	11 618	14 513	11 618
Coût du risque	-64 084	-5 613	-64 084	-5 613
Résultat d'exploitation	-49 571	6 005	-49 571	6 005
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-1 444	10 501	-1 444	10 501
Résultat courant avant impôt	-51 015	16 506	-51 015	16 506

La banque commerciale a pour objet de servir la clientèle de notre territoire et notamment les particuliers, les professionnels, les entreprises, le secteur public territorial, l'économie sociale, les promoteurs, constructeurs, aménageurs, le logement social et les personnes protégées. Ce métier s'appuie sur la segmentation du Groupe Caisse d'Epargne et recouvre notamment les éléments suivants :

- Les activités intrinsèques de la banque commerciale : collecte d'épargne, octroi de crédits, bancarisation et ventes de services à la clientèle ;
- Les opérations d'adossement notionnel, de placement de la collecte, de refinancement des crédits et d'allocation de fonds propres,
- Les immobilisations nécessaires à l'exploitation et les immobilisations financières investies dans la banque commerciale.

Le produit net bancaire comprend notamment la marge d'intermédiation, les commissions de services, le portage des immobilisations et la rémunération des fonds propres normatifs affectés à la banque commerciale. Ces fonds propres sont déterminés en fonction du niveau de risque (notamment risque de crédit) supporté par les différentes activités de banque commerciale.

Les frais de gestion affectés à la banque commerciale comprennent les charges générales d'exploitation et les dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PricewaterhouseCoopers Audit

Crystal Park
63 rue de Villiers
92208 Neuilly sur Seine Cedex

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
Immeuble « Le Palatin »
3, cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE (Période du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009)

Aux Actionnaires
BANQUE DE LA REUNION S.A.
27, rue Jean Chatel
97400 Saint-Denis de la Réunion Cedex 9

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2. III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels résumés de la société Banque de la Réunion S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration, dans un contexte décrit dans le rapport semestriel d'activité de crise économique et financière caractérisé par une très grande volatilité sur les marchés financiers demeurés actifs, la raréfaction des transactions sur des marchés financiers devenus inactifs ainsi que le manque de visibilité sur le futur qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels résumés avec les règles et les principes comptables français.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 3.1 et 4.3 de l'annexe des comptes semestriels qui exposent respectivement les opérations avec la clientèle et le coût du risque.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 28 août 2008

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Guy Flury
Associé

Marie-Christine Ferron-Jolys
Associée